

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20241213-12309-DE-1-1
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND

Directeur général



Pas de Calais Habitat

4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 13 DÉCEMBRE 2024

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur DHAUSSY, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Monsieur GLORIAN, Madame LEFEBVRE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PANNIER, Monsieur PILCH, Madame ROSSIGNOL, Madame SAVESTE.

Excusés : Madame LEROUGE qui a donné pouvoir à Madame BOUNY, Madame MENU qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Monsieur PEZE qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Monsieur DUCONSEIL qui a donné pouvoir à Monsieur MELLICK.
Monsieur CAGIN.

SAINT POL-SUR-TERNOISE - 31, rue des Procureurs Installation de
l'Agence Rurale Ternois 7 Vallées au sein des locaux de la Maison du
Département de Saint Pol-sur-Ternoise
Convention d'occupation

Direction du territoire de béthune-bruay

Rapporteur : M. [REDACTED]

I - CONTEXTE

Dans le cadre de la réorganisation de ses Directions Territoriales, Pas-de-Calais habitat

a souhaité, pour le territoire rural Ternois - 7 Vallées, s'inscrire dans un travail partenarial avec les services du Département.

Les Maisons du Département ont notamment pour missions de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre sur leur territoire des politiques départementales de solidarité et de développement social : politiques dédiées à l'inclusion sociale et professionnelle, au soutien des enfants et des familles, des personnes âgées, en situation de handicap, en situation de vulnérabilité et aussi de politiques transversales à tout public relatives à la santé, au logement.

Pas-de-Calais habitat en est naturellement un partenaire majeur, dans la nature de nos missions autant que dans les besoins des populations et des locataires.

Intégrer physiquement la structure de la Maison du Département, c'est répondre aux enjeux sociaux du territoire rural et étoffer les services proposés aux populations et aux locataires en un seul lieu.

II – PROJET

La superficie du local de l'ancien point site situé rue du 19 mars 1962 à Saint Pol-sur-Ternoise, bâtiment Les Fauvettes, ne permet pas d'accueillir la nouvelle configuration de l'Agence Ternois - 7 Vallées, à savoir une équipe composée, en plus du Responsable et de son assistante, d'une conseillère logement et d'une conseillère sociale, d'où le besoin d'espace supplémentaire.

Une étude pour des travaux d'agrandissement dans le logement attenant a été menée mais s'est conclue techniquement difficile et financièrement peu avantageuse.

Dans le cadre du dialogue entre les maisons du Département et les Directions territoriales de Pas-de-Calais habitat, des échanges ont eu lieu, ouvrant la possibilité d'une implantation de l'agence rurale Ternois – 7 Vallées au cœur de la maison du Département située 31 rue des Procureurs à Saint-Pol-sur-Ternoise.

Le projet a été présenté aux membres du CSE le 24 septembre 2024.

Ces espaces de bureaux seront loués à Pas-de-Calais habitat par le biais d'une convention d'occupation.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ autorisent l'installation de l'Agence Rurale Ternois 7 Vallées au sein des locaux de la Maison du Département de Saint Pol-sur-Ternoise
- ✓ autorisent le Directeur général ou toute personne habilitée à fixer

définitivement les clauses, charges et conditions de la convention d'occupation avec le Département et à la signer

Décision adoptée à l'unanimité



Installation de l'Agence Rurale Ternois 7 Vallées au sein des locaux de la Maison du Département de Saint-Pol sur Ternoise

Préambule

Dans le cadre de la réorganisation de ses Directions Territoriales, Pas-de-Calais habitat a souhaité, pour le territoire Ternois 7 Vallées, s'inscrire dans un travail partenarial avec les services du Département.

Les Maisons du Département ont notamment pour missions de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre sur leur territoire des politiques départementales de solidarité et de développement social : politiques dédiées à l'inclusion sociale et professionnelle, au soutien des enfants et des familles, des personnes âgées, en situation de handicap, en situation de vulnérabilité et aussi de politiques transversales à tout public relatives à la santé, au logement.

Pas-de-Calais habitat en est naturellement un partenaire majeur, dans la nature de nos missions autant que dans les besoins des populations et des locataires.

Intégrer physiquement la structure de la Maison du Département, c'est répondre aux enjeux sociaux du territoire rural et étoffer les services proposés aux populations et aux locataires en un seul lieu.

Afin d'être au plus près de nos locataires, de favoriser la présence de nos équipes et de renforcer les services de proximité, l'Agence Rurale Ternois 7 Vallées accueillera, en plus du Responsable et de son assistante, une conseillère logement et une conseillère sociale ainsi que les agents de la Direction Territoriale de manière occasionnelle, d'où le besoin d'espace supplémentaire trouvé au sein de la Maison du Département.

Situation extérieure



31, rue des Procureurs
Saint-Pol-sur-Ternoise

Photos de l'Agence actuelle



Entrée



WC



Stockage



Bureau partagé
RA / CS



Bureau double AA / CL

L'agence est organisée pour permettre l'accueil des locataires et des prospects conformément à nos engagements.

Ouverture au public et possibilité de prendre rendez-vous:

	Matin	Après-midi
Lundi	9h-12h	
Mardi	9h-12h	
Mercredi		
Jeudi		14h00-16h30
Vendredi	9h-12h	

L'agence dispose actuellement de 2 bureaux dont 2 affectés :

1 bureau simple devant être partagé par le Responsable d'agence et la Conseillère sociale (servant aussi de salle de réunion)

1 bureau double pour l'Assistante d'agence et la Conseillère logement

1 local de stockage de fournitures

1 WC

Situation future

L'agence disposera à terme au sein de la Maison du Département :

- . 4 bureaux au 1^{er} étage: Responsable d'agence, Assistante d'agence, Conseillère logement, Conseillère sociale.
- . Réseau informatique propre à PDCH
- . Accès au réfectoire/cuisine
- . Accès à la salle de réunion (avec réseau PDCH Wifi)
- . Un box de permanence dédié avec contrôle d'accès par badge et alarme
- . Une armoire de stockage

Il existe des parkings gratuits à 40m et à 150m des locaux, en plus des rues adjacentes.

Le bâtiment de la Maison du Département dispose de 2 entrées : une entrée publique et une entrée réservée au personnel avec contrôle d'accès par badge.

L'occupation de ces bureaux sera établie par la signature d'une convention entre Pas-de-Calais habitat et le Conseil Départemental du Pas-de-Calais.

Photos des futurs locaux



Maison du Département



Espace accueil

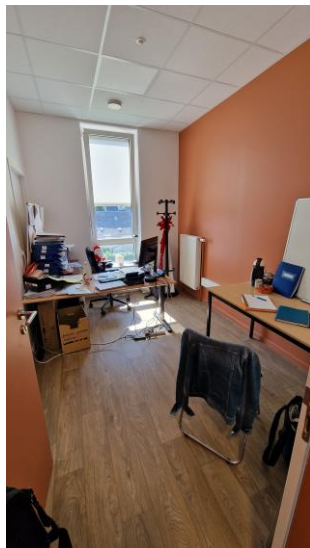


Ascenseur entrée

Photos des futurs locaux



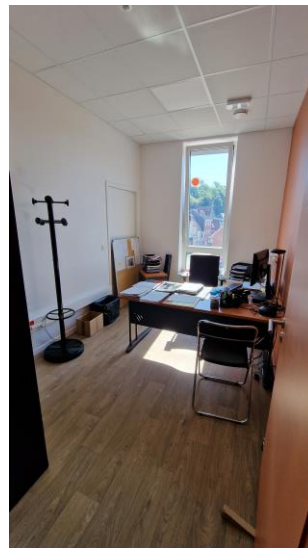
Espace PDCH



Bureau 1
Conseillère sociale



Bureau 2
Conseillère logement



Bureau 3
Assistante d'agence

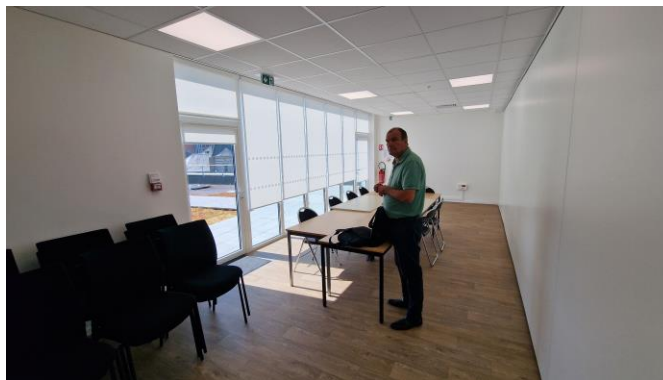


Bureau 4
Responsable d'agence

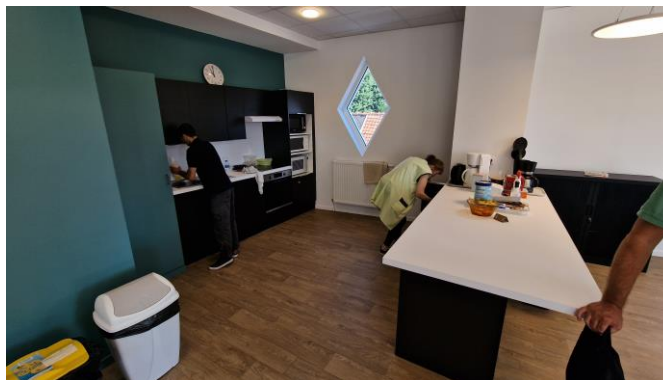
Photos des futurs locaux



Sanitaires



Salle de réunion



Cuisine du réfectoire



Réfectoire

Planning

L'emménagement dans les locaux sera possible dès le mois de janvier 2025, après signature de la convention d'occupation.

PROJET

..... CONVENTION

SAINT-POL-SUR-TERNOISE – 31 rue des Procureurs

Convention d'occupation au profit de Pas-de-Calais Habitat

Entre :

le Département du Pas-de-Calais,

Collectivité territoriale dont le siège est situé à l'Hôtel du Département rue Ferdinand Buisson 62018 ARRAS Cedex 9, immatriculée au répertoire SIRENE sous le n° 226 200 012 00012 ;

Représenté par monsieur Jean-Claude LEROY, Président du Conseil départemental, autorisé à agir par délibération du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 ;

Ci-après dénommé « le Département » ou « le propriétaire », d'une part

Et

Pas-de-Calais habitat,

Office public de l'habitat, Établissement public local à caractère industriel ou commercial dont le siège est situé 4 avenue des Droits de l'Homme 62000 ARRAS, immatriculé au registre du commerce et des sociétés d'Arras et identifié au répertoire SIRENE sous le n° 344 077 672 ;

Représenté par monsieur Bruno FONTALIRAND, agissant en sa qualité de Directeur général en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil d'administration en date du 20 décembre 2019, dûment autorisé à agir ;

Ci-après dénommée « Pas-de-Calais habitat » ou « l'occupant », d'autre part

Il est préalablement exposé ce qui suit :

EXPOSÉ

Pas-de-Calais habitat déploie une organisation de proximité au cœur de son patrimoine rural.

Il dispose à ce jour d'une Agence rurale Ternois - 7 Vallées située rue du 19 mars 1962 à Saint-Pol-sur-Ternoise.

Suite à une réorganisation des Directions territoriales de l'Office, l'Agence devrait accueillir de nouveaux collaborateurs (une conseillère logement, une conseillère sociale et des agents de la Direction territoriale de manière occasionnelle).

Toutefois, la superficie du local situé rue du 19 mars 1962 à Saint-Pol-sur-Ternoise ne le permet pas.

Des travaux d'agrandissement ont été étudiés mais ces derniers se sont révélés peu efficaces techniquement et financièrement.

Dans le cadre du dialogue entre les maisons du Département et les Directions territoriales de Pas-de-Calais habitat, des échanges ont eu lieu, ouvrant la possibilité d'une implantation de l'agence rurale Ternois – 7 vallées au cœur de la maison du Département du Ternois située 31 rue des Procureurs à Saint-Pol-sur-Ternoise.

Ceci précisé, il a été convenu ce qui suit :

CONVENTION

Article 1^{er} - Objet de la convention

Le Département consent à Pas-de-Calais habitat, qui accepte expressément, une convention d'occupation du bien ci-après désigné non soumis au statut des baux commerciaux visé aux articles L. 145-1 et suivants et R. 145- 1 et suivant du Code de commerce.

Les clauses et conditions de cette occupation seront fixées comme suit, étant précisé que les droits et obligations des parties contractantes seront réglés conformément aux dispositions du Code civil et notamment de ses articles 1708 et suivants pour tout ce qui n'est pas prévu au présent contrat.

Article 2 - Désignation

Le Département met à disposition de Pas-de-Calais Habitat les locaux suivants au sein d'un immeuble situé 31 rue des Procureurs à Saint-Pol-sur-Ternoise :

a) Locaux à usage privatif :

Les locaux à usage privés, d'une surface totale de 55,01 m², sont mis à disposition équipés de mobilier comme suit :

- au rez-de-chaussée : box de permanence n°1, d'une surface de 9,97 m², équipé d'un bureau, un caisson, un fauteuil, deux chaises, une armoire haute fermant à clé ;
- au 1^{er} étage : 4 bureaux (15,61 m², 3 x 9,81 m²) équipés chacun d'un bureau, un caisson, un fauteuil (sauf si l'agent dispose d'un fauteuil ergonomique), une armoire basse.
Le bureau du responsable est également équipé d'une armoire haute et d'une table ronde avec 4 chaises ;
- 3 armoires hautes fermant à clés sont mises à disposition au sous-sol pour le rangement des archives ;

Les plans des locaux sont joints en annexe A.

b) Espaces à usage partagé :

L'occupant aura accès à différents espaces dont l'usage sera partagé avec la maison du Département du Ternois, à savoir :

- espace d'accueil et d'attente des usagers situé au rez-de-chaussée ;
- salle d'eau du studio « visites médiatisées » n° 1 au rez-de-chaussée ;
- sanitaires du personnel situés au 1^{er} étage ;
- salles de réunion, sous réserve de disponibilité et après réservation auprès des gestionnaires des salles (l'occupant aura la possibilité de se connecter au réseau wifi invité du Département) ;
- tisanerie située au 2nd étage ;
- terrasse située au 2nd étage ;
- espace extérieur pour les fumeurs situé au rez-de-chaussée
- dégagements menant à ces espaces.

Afin de tenir compte de l'utilisation des espaces partagés par l'occupant, une surface de 43,68 m² est ajoutée à la surface privative des bureaux, soit une surface totale de 98,69 m² qui sera pris en compte pour le calcul du loyer et de la participation de l'occupant aux charges de fonctionnement de l'immeuble. Le détail des calculs est joint en annexe B.

c) Stationnement :

L'immeuble départemental dispose de 5 places de stationnement réservés aux véhicules de services départementaux. L'occupant ne pourra en aucun cas faire usage de ces emplacements.

Article 3 - Durée

La présente convention prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2025, et ce pour une durée de 12 ans, soit au plus tard jusqu'au 31 décembre 2036, sauf cas de résiliation anticipée prévus à l'article 4.

Article 4 - Résiliation

La présente convention pourra être résiliée :

- à tout moment, sans motif, à l'initiative de l'un des signataires par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 6 mois.
- à tout moment en cas de non-respect de l'une ou l'autre des parties aux obligations qu'elle a en charge aux termes de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi par le créancier de l'obligation inexécutée d'une lettre recommandée avec accusé de réception contenant mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.

Dans tous les cas, le Département retrouve la jouissance des locaux sans indemnité d'aucune sorte.

Article 5 - Destination des lieux

L'ensemble immobilier à usage tertiaire susvisé est strictement affecté à Pas-de-Calais Habitat afin de lui permettre d'exercer l'ensemble des activités relevant de son objet social, notamment l'exercice des activités de son Agence rurale Ternois-7 Vallées.

L'occupant s'engage donc à utiliser les locaux conformément à l'usage défini ci-dessus, toute autre utilisation devant faire l'objet d'un accord écrit et préalable du Département.

Article 6 - État des lieux

Un état des lieux amiable et contradictoire avec photos sera établi préalablement à l'emménagement de l'occupant et joint en annexe C.

Article 7 : Loyer

La présente convention est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel hors charges de 15 296,95 € hors taxe, payable au 30 novembre de l'exercice.

Article 8 - Révision du loyer

Ce montant sera révisable le 1^{er} janvier de chaque année en fonction des variations de l'indice des loyers des activités tertiaires (ILAT) publié trimestriellement par l'I.N.S.E.E., l'indice de base à prendre en considération étant celui du 2^e trimestre 2024, valeur 136,45.

Article 9 - Dépôt de Garantie

Il est expressément convenu entre les parties, qu'aucun dépôt de garantie ne sera versé.

Article 10 - Charges de fonctionnement

Les locaux susvisés font partie d'un ensemble immobilier occupé par les services départementaux. L'occupant remboursera donc au Département du Pas-de-Calais sa participation aux charges détaillées ci-après, étant précisé qu'un titre de recette correspondant à l'ensemble des charges dues pour l'année N sera émis dans le courant de l'année N+1.

a) Énergies et eau

L'occupant remboursera les coûts relatifs aux énergies et à l'eau au prorata des surfaces occupées, sur la base des factures acquittées par le Département.

b) Maintenance

La maintenance de l'ensemble immobilier englobe :

- les installations de chauffage / ventilation / climatisation / électricité / eau chaude sanitaire / traitement d'eau / régulation / désenfumage (marché multitechnique),
- les espaces verts,
- les extincteurs,
- les ascenseurs,
- le nettoyage de la vitrerie,
- toutes les interventions de maintenance corrective qui s'avèreraient nécessaires.

Ces interventions peuvent être assurées par le biais de prestations réalisées en régie ou par des prestataires extérieurs.

L'occupant remboursera au Département le coût de ces interventions au prorata des surfaces occupées, sur la base de la valorisation du coût salarial pour les interventions en régie et des factures de matériel et de prestations acquittées par le Département.

c) Nettoyage

L'entretien ménager de l'ensemble de l'immeuble départemental est effectué selon une fréquence définie par les services départementaux qui s'appliquera également aux espaces attribués à l'occupant.

Celui-ci remboursera le coût du nettoyage au prorata des surfaces occupées soit un montant annuel de 2823 €. Ce montant pourra être réévalué en fonction de l'augmentation du coût salarial ou de la modification des protocoles de nettoyage.

d) Internet et matériel informatique

Dans le cadre de la construction de l'immeuble, le Département a procédé à l'installation des prises réseau en fonction des besoins de l'occupant et d'une baie de brassage séparée. L'occupant fera son affaire de la commande de la ligne fibre optique et des frais d'abonnement.

Il installera son propre matériel informatique (ordinateurs des agents, copieur multifonction, borne wifi...). Les réseaux informatiques de l'occupant et du Département sont distincts. A aucun moment il ne pourra y avoir d'interconnexion entre ces deux réseaux. De même, aucun équipement de l'occupant ne pourra être connecté au réseau départemental sans l'accord préalable de la direction des services numériques du Département.

Article 11 - Entretien – Réparations

a) Obligations de l'occupant

L'occupant devra user des lieux occupés paisiblement et raisonnablement et s'engage à prévenir le Département de toute dégradation ou détérioration qu'il constaterait dans les lieux occupés. Au cas où il manquerait à cet engagement, il ne pourrait réclamer aucune indemnité en raison de ces dégradations.

L'occupant ne pourra faire dans les biens occupés aucune construction ou démolition, aucun percement de murs, cloisons ou planchers, ni aucun changement de distribution sans le consentement express et écrit du Département.

L'occupant devra souffrir sans aucune indemnité, quelles qu'en soient l'importance et la durée, tous les travaux et réparations que le Département jugerait nécessaire d'effectuer, quand bien même ces travaux dureraient plus de quarante jours. Sauf urgence, ces réserves interviendront en concertation sous réserve d'un préavis d'un mois.

Toutes les installations, améliorations ou embellissements, aménagements présentant un caractère d'immeuble par destination, deviendront en fin d'occupation la propriété du Département sans indemnité.

L'occupant s'engage à respecter les règles de sécurité et à assurer le bon fonctionnement des locaux. Notamment, il est informé de l'interdiction de verrouiller l'avant dernier bureau qui lui est attribué au 1^{er} étage et qui constitue un espace d'attente sécurisé (EAS), et s'engage à respecter cette consigne.

Il s'engage également à appliquer les éventuelles consignes sanitaires qui pourraient mises en place au sein des services et bâtiments départementaux.

b) Obligations du Département

Le Département s'engage à tenir les lieux clos et couverts selon l'usage et dans les conditions propres à en assurer la parfaite sécurité et salubrité et assurera la maintenance des locaux.

Les démarches relatives aux demandes d'interventions techniques (maintenance corrective, réseau informatique...) seront communiquées à l'occupant par la MDS ou par les services concernés, en fonction de la nature du besoin.

c) Signalétique

La pose de signalétique par l'occupant sur la façade de l'immeuble est interdite. Une vitrophanie avec le logo de l'occupant sera apposée sur la partie vitrée du sas extérieur (vitre en forme de losange).

L'occupant disposera également de la moitié d'une vitrine (équivalent d'un format A3) située dans le sas extérieur à l'entrée du bâtiment.

Article 12 - Cession – Sous-location

L'occupant ne pourra ni céder ni sous-louer, sous quelque forme que ce soit, ses droits à la présente convention sans le consentement exprès et écrit du Département.

Article 13 - Impôts et taxes

Toutes les impositions ou contributions de quelque nature qu'elles soient, ainsi que toutes les charges ou taxes locales et autres prévues ou imprévues, qui auraient rapport aux locaux mis à disposition, seront acquittées par les parties en fonction du régime de droit commun applicable.

Article 14 - Assurances

Le Département assure lesdits locaux en sa qualité de propriétaire.

L'occupant déclare avoir souscrit :

- une police d'assurance « responsabilité civile » garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir à raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés au tiers. Il s'engage par ailleurs à couvrir sa responsabilité locative du fait de son occupation des locaux ;
- une police d'assurance « incendie-explosion » et « dégât des eaux » pour un montant suffisant, garantissant l'ensemble de ses biens, équipements et aménagements lui appartenant et/ou qui lui sont confiés, et qui seront apportés dans les locaux mis à disposition, contre les risques de perte et/ou dommages de toute nature et notamment les risques suivants incendie, fumée, explosion, dommages électriques, dégât des eaux, vol, vandalisme.

L'occupant s'engage à remettre au Département, à la signature des présentes, copie des attestations des assurances souscrites.

L'occupant renonce à tout recours à l'encontre du Département ainsi que des assureurs de ce dernier pour tout dommage et/ou préjudice indirect ou immatériel, qui pourrait résulter notamment, d'un incendie, vol et plus généralement pour tout dommage résultant de l'occupation du bien.

Le Département ne peut pas être tenu responsable des préjudices ou accidents imputables à l'occupant des lieux.

Article 15 - Loi applicable et Règlement des Litiges

La présente convention est soumise au droit français.

Toutes difficultés, à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention de mise à disposition qui n'auraient pu faire l'objet d'un règlement amiable, seront soumises à la juridiction compétente.

Article 16 - Modifications

Toute modification à la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les parties.

Article 17 - Élection de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile aux adresses indiquées ci-dessus et s'engagent à informer l'autre partie de tout changement d'adresse.

Article 18 - Code de conduite - éthique

Les parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Établissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat en application de l'article 17 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative

à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (ledit code étant disponible à la demande).

En conséquence, les parties s'engagent :

- à se conformer au dit code de conduite ;
- à s'abstenir de toute incitation à l'égard des collaborateurs de l'Établissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat – telle que défini dans le code de conduite – qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code.

Les parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Établissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat exige que leurs relations soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, en contrepartie de l'exécution des présentes.

Les parties s'engagent à respecter une loyauté dans l'exercice de leurs fonctions et à ne pas empêcher, ni restreindre ou ni de fausser le jeu de la concurrence entre elles.

Article 19 – RGPD - Données personnelles

Chacune des parties s'engage à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (RGPD) et de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 Informatique et libertés modifiée pour les données personnelles qu'elle pourrait être amenée à prendre connaissance ou à traiter sous leur responsabilité, dans le cadre de cette convention.

La présente convention est établie sur 7 pages.

Fait en 2 exemplaires, le

Pour le Département,
Par délégation,
Le directeur de l'immobilier

Frédéric ROBERJOT

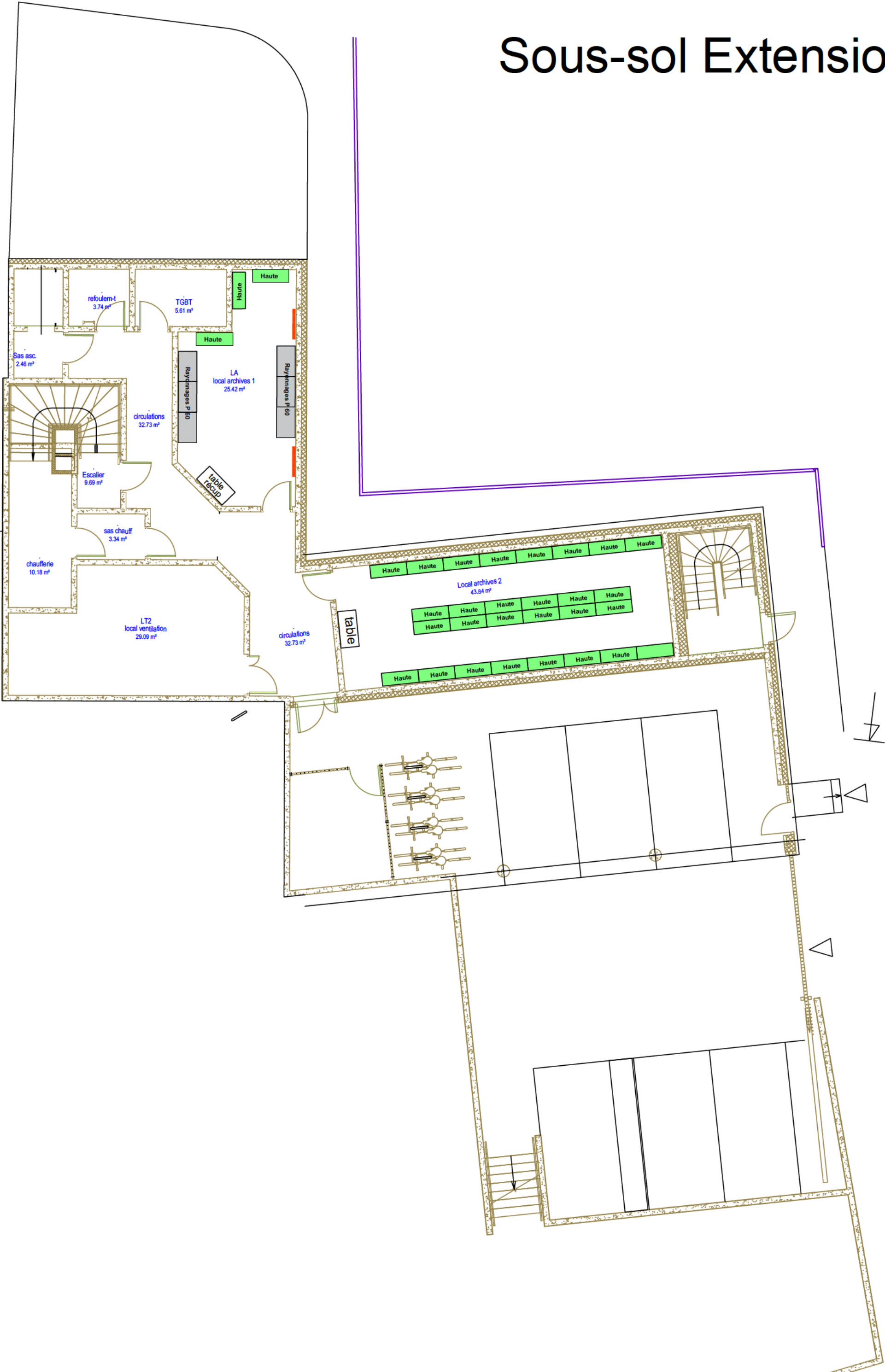
Pour Pas-de-Calais Habitat,
Le Directeur Général

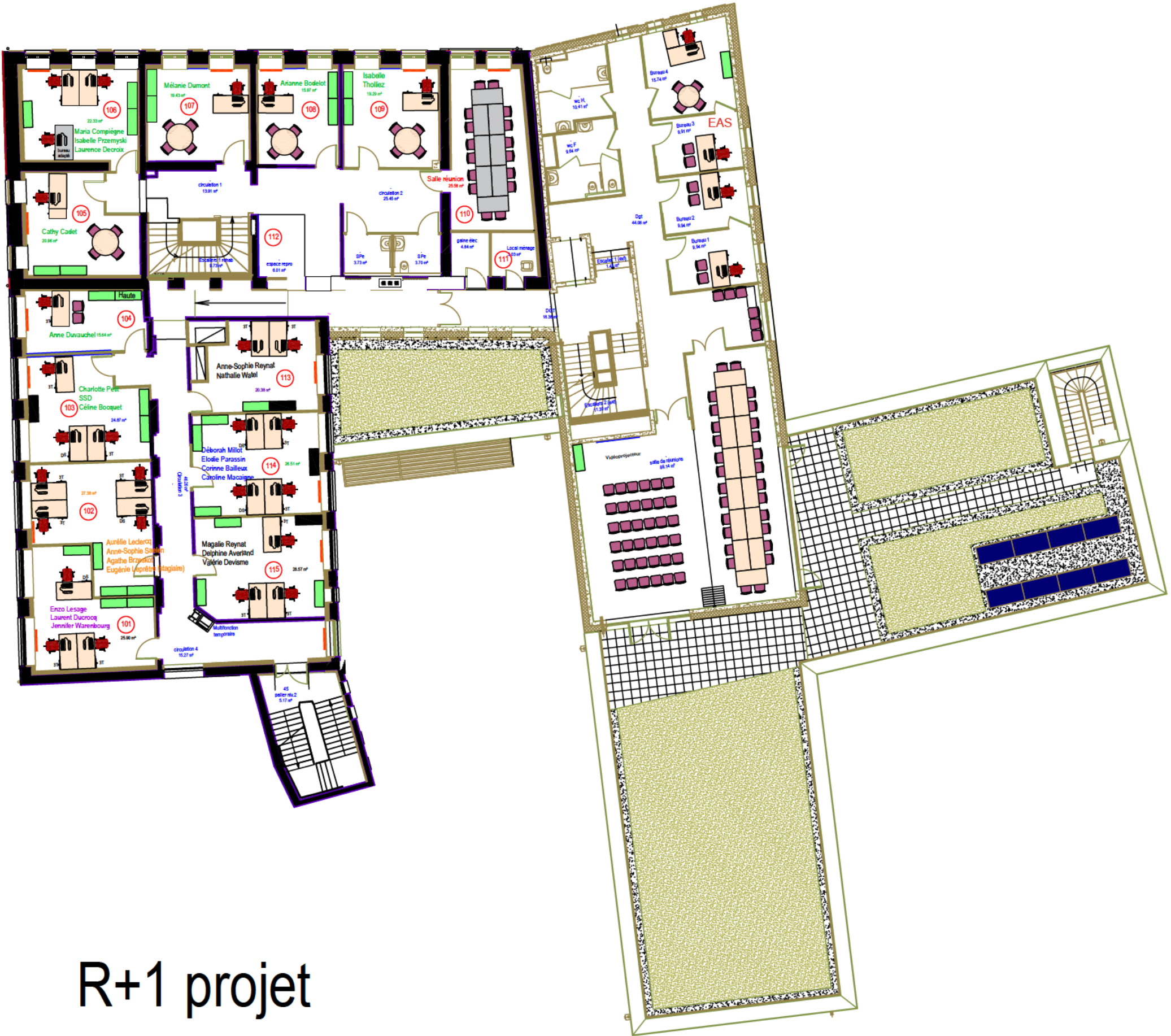
Bruno FONTALIRAND

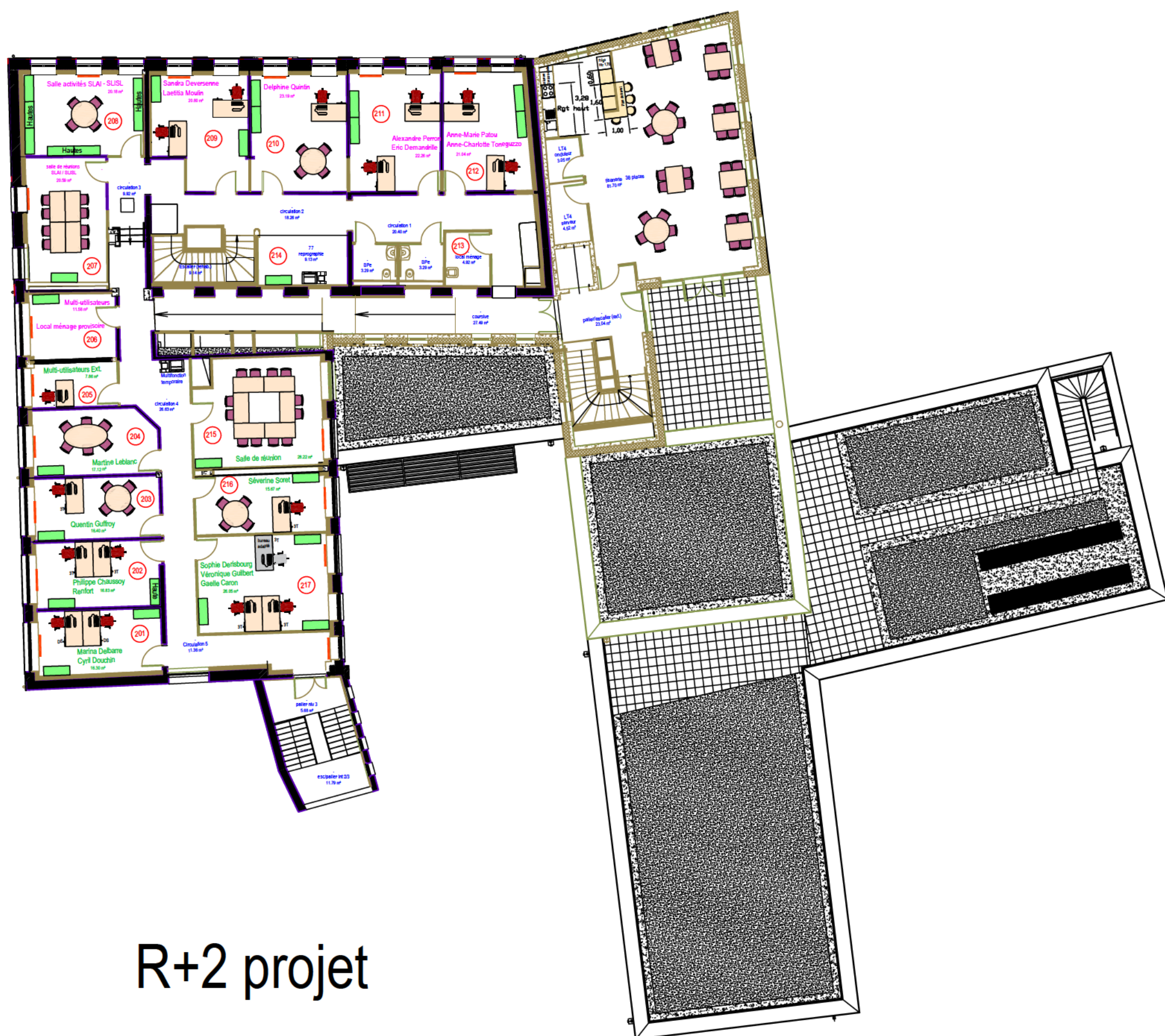
Liste des documents annexés :

- annexe A : plans des locaux
- annexe B : surfaces des espaces partagés et calcul de la quote-part
- annexe C : état des lieux des locaux privés

Sous-sol Extension







R+2 projet